

Famille : le gouvernement perd la main, attention à ne pas perdre pied

Par Sylvie et Dominique Mennesson, co-présidents de l'association C.L.A.R.A

7 février 2014 à 16:43



Lors de la manifestation de «la Manif pour Tous» le 2 février 2014 à Paris. (© Robert Pratta / Reuters)

TRIBUNE

Face à la Manif pour tous, le gouvernement a capitulé en abandonnant son projet de loi famille. Un calcul politique risqué.

Le week-end dernier, quelques dizaines de milliers de personnes ont participé à un nouvel épisode de la Manif pour tous. Malgré le vote, il y a presque un an, de la loi sur l'ouverture du mariage et de l'adoption, leurs slogans n'ont pas changé : «Hollande démission», «Taubira, ta loi on n'en veut pas». Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem sont également accusés de

répandre la théorie du genre. Sans oublier le refus de la PMA (l'assistance médicale à la procréation existe pourtant dans notre pays pour les couples hétérosexuels) et de la gestation pour autrui (GPA). Seule petite nouveauté : une accusation de familiphobie du gouvernement ; comprendre le refus que soient reconnues les familles autres que traditionnelles.

Le lendemain, le gouvernement [abandonne sèchement](#) son projet de loi famille en prétextant une «hystérisation» du débat. Cette reculade amène plusieurs questions. Tout d'abord, force est de constater la quasi-absence de lien entre le contenu réel du projet de loi famille et les revendications des croisés de la Manif pour tous. Sauf erreur de notre part, le texte ne prévoyait ni la destitution du président, ni l'abrogation de la loi Taubira, ni un enseignement de la théorie du genre, ni la légalisation de la GPA (qui relèverait d'ailleurs d'une révision des lois sur la bioéthique et non d'une loi sur la famille). A l'inverse, il prévoyait de nouveaux droits pour les enfants et de sécuriser des liens familiaux qui n'étaient pas pris en compte auparavant. Alors cet argument d'hystérisation du débat a bien du mal à passer le test de crédibilité, à moins de se tromper de débat.

Dénégation

Il faut dire que le gouvernement a sa part de responsabilité en matière de débat, tant le manque de pédagogie a été flagrant. Était-ce une bonne communication d'être dans la dénégation («nous ne soutenons pas la théorie du genre», «le débat sur la GPA est clos») quand des explications auraient été utiles ? Était-ce trop compliqué de dire que ce qui est présenté comme la théorie du genre est en fait un ensemble d'études sur l'influence du genre dans les rapports sociaux, et n'a rien à voir avec les principes d'égalité et de non-discrimination liées au sexe et à l'orientation sexuelle qui sont enseignés à l'école ? Lorsque le Premier ministre déclare que la théorie du genre n'a jamais été envisagée par personne au niveau du gouvernement, mais qu'elle vient des États-Unis, c'est inefficace. Répéter que le débat sur la GPA est clos alors qu'il n'a jamais commencé, ça ne satisfait personne.

Et pourtant il en aurait fallu beaucoup de pédagogie pour faire comprendre une démarche française peu banale. Au pays qui s'est opposé au reste du monde pendant des décennies avec par exemple ses phares jaunes pour les voitures, on a décidé de poser la question de l'assistance médicale à la procréation après l'ouverture du mariage. Dans la quasi-totalité des pays qui ont légalisé l'ouverture du mariage aux homosexuels, cette réforme est venue après la légalisation de la gestation pour autrui qui avait elle-même été faite avant l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation pour les couples de même sexe. Ce qui fait que lorsque les débats sur l'ouverture du mariage ont eu lieu, les enfants étaient déjà là et visibles, et la question de l'homoparentalité a eu beaucoup moins d'impact qu'en France. Car un constat s'impose : ce que crachent les pancartes des derniers irréductibles de la Manif pour tous, c'est très majoritairement le rejet de l'homoparentalité. Alors enterrer un projet de loi sans rapport pour un mouvement en fin de vie semble un bien mauvais calcul politique.

Reculades tactiques

Et c'est également une faute. Car depuis des mois, ce qui est qualifié d'hystérisation du débat consiste en fait, pour les franges réactionnaires, à proférer des insultes à répétition sur des familles qui auraient l'immense tort de ne pas relever du modèle naturaliste : un papa et une maman biologiques, rien de plus et de moins. Que penser de ces enfants, dont les droits sont déjà discriminés, qui se voient en plus suspectés d'anormalité psychique et de destin asocial ?

Mme Bertinotti, qui a l'ambition d'être la ministre de toutes les familles, nous a tout simplement oubliés, nous les familles formées «frauduleusement» comme nous qualifient certaines bonnes âmes réactionnaires qui visiblement méconnaissent la directive européenne sur les soins médicaux transfrontaliers. La situation de ces enfants mérite qu'on y apporte des solutions, pas qu'on la conspue avec la complicité du silence et des reculades tactiques d'un gouvernement. C'est ce silence peu responsable qui alimente aussi cette hystérisation du débat. La Manif pour tous brandit des pancartes «non à la PMA et la GPA» ? Le gouvernement doit-il alors oublier qu'il y a des enfants nés par PMA ou GPA qui existent en France ?

La plupart de nos familles non-traditionnelles ont voté pour François Hollande avec l'espoir que ses promesses se réalisent, notamment l'ouverture du mariage et de l'adoption pour les couples de même sexe, mais aussi l'ouverture de l'AMP pour les couples de femmes et la reconnaissance de l'état civil des enfants nés par GPA. Mais petit à petit, nous avons eu l'impression que le gouvernement perdait la main au gré d'un jeu politique de plus en plus chaotique. Depuis lundi, nous nous demandons même s'il ne perd pas pied. Aucun sympathisant de la Manif pour tous ne votera socialiste quel que soit le nombre de reculades tactiques, mais ces dernières désespèrent de nombreux anciens électeurs de François Hollande. C'est un mauvais calcul. Alors avant de perdre définitivement pied et notre soutien, nous demandons à ce gouvernement de revenir à ses fondamentaux : égalité (pour toutes les familles), réforme et courage politique.

Par Sylvie et Dominique Mennesson, co-présidents de l'association C.L.A.R.A